

fin de semaine à l'effet qu'une cinquantaine de sénateurs américains semblaient intéressés à cette colonie. Y a-t-il quelque nouveau développement là-dessus qui pourrait être communiqué à la presse? — R. Eh! bien, à ce propos, je ne sais rien d'autre que ce que je lis dans les journaux et ce que nous apprennent les renseignements de nos représentants à Terre-Neuve. Comme vous le savez, les votants de Terre-Neuve doivent décider de trois questions. Au cours de ces deux derniers mois, cependant, un mouvement s'est créé à Terre-Neuve pour arriver à une union économique quelconque avec les États-Unis. Ceux qui ont proposé la confédération à Terre-Neuve ont essayé de démontrer que cette union serait tout à fait impossible, parce qu'une telle union avec les États-Unis admettrait l'entrée du poisson de Terre-Neuve en franchise et que les pêcheurs de Gloucester s'opposeraient nettement à cet état de choses. Les adeptes de la confédération obtinrent ensuite certaines expressions d'opinion de la part des États-Unis, qu'ils rendirent publics à Terre-Neuve pour souligner l'impossibilité de cette entente économique. Par ailleurs, le groupe en faveur de l'union économique, sous le major Cashin, si je ne me trompe, s'est efforcé, au cours de la campagne électorale — si l'on peut appeler cela une campagne électorale — d'obtenir des expressions d'opinion de quelques sénateurs américains, entre autres les sénateurs Taft et Wagner, opinions décidément favorables à une expansion du commerce avec Terre-Neuve, quoique les auteurs soient demeurés plus ou moins dans le vague sur certains aspects. Le major Cashin a monté en épingle ces réponses qu'il a reçues. Je crois qu'il a prétendu qu'elles représentaient les vues de la majorité du Sénat.

M. COLDWELL: Je crois que 53 sénateurs ont exprimé leur approbation. Quelle attitude le Canada prend-il sur l'affaire, étant donné qu'une union économique conduira probablement à une union politique?

Le TÉMOIN: Il n'est pas question d'union politique, car cela n'est pas sur le bulletin de vote, mais il est possible que cela le soit. Je dois être très prudent en parlant de Terre-Neuve. Il peut y avoir là une tentative de briguer les suffrages en faveur du gouvernement responsable.

M. CÔTÉ: Incidemment, je puis vous faire remarquer que j'ai vu 2 ou 3 numéros récents de journaux de Saint-Jean qui confirment exactement ce que M. Pearson vient de dire. Je n'ai pas l'impression que le monsieur en question se portait garant des 53 sénateurs; je crois plutôt que les 53 sénateurs se portaient garants de lui, dans une certaine mesure, comme on l'a fait remarquer en Chambre. A cause de son effet possible sur le referendum prochain, cette affaire est très importante. Je n'ai noté jusqu'ici aucune tentative, de la part du Canada, pour aligner Terre-Neuve avec nous. On a dépensé beaucoup d'argent et mené une propagande très active — je l'ai constaté plusieurs fois — pour donner aux votants l'impression qu'ils feront un meilleur marché avec les Américains qu'avec les Canadiens. Cela semble bien être un moyen de rétablir le gouvernement qui était au pouvoir avant que Terre-Neuve passât aux mains de la commission.

M. BAKER: Selon toute apparence, c'était là une tentative pour nous dépister.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous d'autres questions à poser à M. Pearson?

*M. Boucher:*

D. Vous nous avez parlé du nombre de nos missions diplomatiques à l'étranger. Pourriez-vous nous renseigner sur l'expansion, dans un avenir très rapproché, des missions étrangères au Canada, et du Canada à l'étranger? — R. Naturellement cela dépendra du bon vouloir du gouvernement, mais je me hasarde à dire que nous avons atteint, peut-être, un point au delà duquel il vaut aussi bien ne pas pousser ni trop vite ni trop loin. Nous sommes actuellement représentés dans la plupart des pays du monde où nous avons certains intérêts. D'un autre côté, je dois vous dire que nous sommes serrés de près par les autres pays qui désirent ouvrir des missions diplomatiques à Ottawa. Ils n'aiment pas agir de la